

Sylvie Goulard - Groupe ALDE

Audition de JM Barroso

9 septembre 2009

Monsieur le Président,

Merci d'être parmi nous et de répondre à nos questions. Merci d'avoir rédigé votre document. Ce dialogue est important pour la démocratie.

Permettez-moi, en tant que coordinateur du groupe ADLE au sein de la Commission parlementaire ECON, de rappeler les deux demandes de notre mémorandum qui sont motivées par la crise très grave qui frappe l'Europe et le monde.

- Nous vous avons d'abord demandé de « **construire un plan de relance européen unique pour lutter contre la crise financière, économique et sociale** » - i.e. un plan qui aille au-delà de la coordination de 27 plans de relance nationaux et qui comporte des stratégies transfrontalières sectorielles, notamment dans le secteur automobile et bancaire.

Un tel effort conjoint, au niveau européen, est nécessaire pour préserver le marché intérieur de distorsions et de tentations protectionnistes préjudiciables. La croissance et l'emploi en dépendent.

- Nous vous avons aussi demandé « **d’instaurer un superviseur financier européen, sous la forme d’un nouvel organisme européen pleinement compétent** ». Et de mener une action commune d'assainissement et de recapitalisation des banques.

En un mot, nous souhaitons que la Commission encourage une approche spécifiquement **communautaire**, ambitieuse, qui ne se limite pas à coordonner des réponses nationales ou à organiser des réseaux de responsables nationaux.

A la lecture des « orientations politiques » que vous venez de rendre publiques, je voudrais exprimer **notre déception**. Vous annoncez un « agenda de transformation », ce qui correspond exactement à ce que nous souhaitions mais, après une lecture attentive de votre document, à l’évidence, le contenu n’est pas à la hauteur du slogan.

Sur la réponse à la crise, vous vous bornez à évoquer < je cite > « la mise en œuvre résolue du plan européen pour la relance économique » ; cette rédaction laisse entendre vous vous inscrivez dans la continuité, non dans l'innovation.

Sur le superviseur, vous renvoyez au rapport rédigé par M. de Larosière qui va dans le bon sens mais reste en-deçà des nécessités.

Je voudrais aussi vous demander ce que vous comptez faire pour préserver l'Euro. Dans votre document, vous en parlez à peine. Pourriez-vous nous dire ce que vous ferez, dans les cinq

années à venir, devant l'ampleur des déficits, la montée de l'endettement qui portent atteinte à la discipline collective du Pacte de stabilité et de croissance et risquent de mettre à mal la monnaie unique ? Se pose aussi la question des Etats membres qui, étant à l'extérieur de la zone Euro, subissent une crise aggravée.

Bref, nous attendons une Commission qui prenne des initiatives au nom d'une vision stratégique. Vous proposez une Commission trop subordonnée à la volonté des gouvernements, eux-mêmes enfermés dans des logiques de court terme.

C'est d'autant plus regrettable que les bonnes idées ne manquent pas en ce moment:

- Sans doute avez-vous lu les remarquables mémos du think tank BRUEGEL, rédigés sous la direction d'André Sapir, destinés au futur Président de la Commission qui appellent à redonner une « raison d'être à l'UE » et font des propositions concrètes, notamment pour éviter que l'UE ne soit prise en tenailles entre le G 20 et les Etats ;
- Je pense aussi à la proposition très intéressante de Mario Monti (FT du 6 avril « How to save the market economy in Europe », Le Monde 8 juin) visant à « relancer l'Europe en réconciliant le marché et le social » et à rassembler ainsi les Européens, par delà les clivages traditionnels.

Allez-vous proposer une stratégie plus européenne, plus ambitieuse, un superviseur unique, un plan de relance européen,

une stratégie sectorielle dans le domaine bancaire et automobile ?
Allez-vous veiller à sauvegarder durablement nos banques et la monnaie unique ? Que proposez-vous de concret pour refonder le pacte européen autour du Marché et du Social et reconquérir ainsi le cœur des Européens?

Voilà nos questions de fond que nous posons dans un esprit constructif mais sans complaisance. Un mot pour finir : vos propositions représentent peut-être le maximum de ce qui vous semble possible en partant d'une analyse intra-européenne. Nous voudrions que vous vous placiez du point de vue de Washington ou de Pékin : pensez-vous franchement que ces dispositifs de coordination et ces réseaux lâches à 27 puissent être considérés, par le monde extérieur, comme suffisants pour asseoir l'autorité de l'Union européenne ? Nous ne le croyons pas, c'est pourquoi nous attendons plus.

Merci Monsieur le Président.